



DOCUMENTATION DE PRESSE (Extraits du rapport de l'OCDE, novembre 2013)

Rapport de l'OCDE sur la politique économique de la Suisse pour l'année 2013 : bonne situation économique - faible croissance de la productivité à long terme

L'économie se porte bien, grâce à une demande intérieure vigoureuse et à une politique monétaire accommodante

Ces dernières années, la Suisse a affiché des performances économiques satisfaisantes. Dans le même temps, elle a vu sa monnaie s'apprécier extrêmement fortement, en grande partie suite aux flux de capitaux provoqués par un effet « valeur-refuge ». Ce phénomène a entraîné deux années de faible déflation et menacé l'activité économique en Suisse. Les taux d'intérêt directs ont ainsi été ramenés pour l'essentiel à zéro. Le « taux de change minimum » (taux plancher applicable à la valeur du franc suisse par rapport à l'euro), adopté il y a deux ans, a entraîné une expansion importante du bilan de la banque centrale. Les prix des logements ont continué d'augmenter fortement, surtout dans les endroits très recherchés, sous l'effet du faible niveau des taux d'intérêt mais aussi de contraintes du côté de l'offre et d'une demande robuste, en particulier de la part de nouveaux immigrants. Malgré le durcissement des mesures macroprudentielles, le marché du logement donne peu de signes d'apaisement.

Le taux de change minimum reste en vigueur, car l'inflation est toujours nulle, le risque d'un nouvel afflux de capitaux attirés par l'effet « valeur-refuge » est toujours présent, et les ressources économiques sont toujours sous-utilisées. Le solde budgétaire reste sain, au niveau fédéral comme dans la plupart des cantons, grâce à une croissance économique saine et à la mise en oeuvre de la règle du frein à l'endettement, qui a permis de limiter la hausse des dépenses pendant le cycle.

Recommandations concernant les politiques macroéconomique, financière et du logement

- Lorsque les tensions inflationnistes réapparaîtront et que les risques pesant sur l'économie mondiale seront plus équilibrés, la Banque nationale suisse devrait revenir à un flottement libre de la monnaie et relever son taux directeur.
- Prendre de nouvelles mesures macroprudentielles, telles qu'une augmentation du volant anticyclique, en cas d'aggravation des déséquilibres sur les marchés du crédit hypothécaire et du logement.

- Dans les limites de la règle de frein à l'endettement, une réévaluation des priorités en matière de dépenses pourrait se justifier ; il serait notamment judicieux de recentrer les dépenses publiques sur l'amélioration de la productivité à moyen terme.

Respecter des objectifs environnementaux tout en garantissant la sécurité énergétique n'est pas chose facile

Il est probable que la Suisse atteindra ses objectifs fixés au titre du protocole de Kyoto pour la période 2008-12, en grande partie grâce à des compensations internationales. Il lui sera toutefois plus difficile d'atteindre d'ici la date prévue l'objectif de réduction de 20 % de ses émissions domestiques entre 1990 et 2020. La Stratégie énergétique 2050 adoptée par le gouvernement prévoit une sortie progressive de l'énergie nucléaire au profit d'énergies renouvelables. Jusqu'en 2020, cette Stratégie repose sur un soutien apporté à des technologies pas encore parvenues à maturité commerciale afin d'atteindre les objectifs d'approvisionnement fixés, mais aussi sur d'ambitieux gains anticipés en termes d'efficacité. En conséquence, une fois que sa production aura cessé, l'électricité d'origine nucléaire sera principalement remplacée par des énergies renouvelables et sa disparition compensée par une utilisation plus efficace de l'électricité. Le reste de la demande pourrait être couvert par des centrales au gaz naturel ou des importations d'électricité.

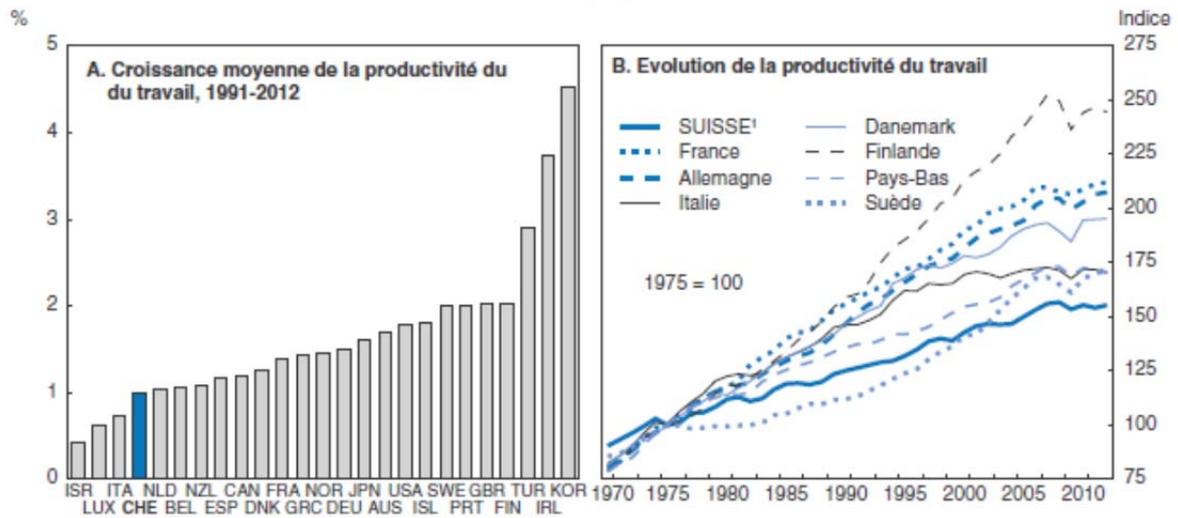
Recommandations relatives à la durabilité environnementale

- Accorder une plus large place aux mécanismes du marché dans le cadre de la transition de l'énergie nucléaire vers les énergies renouvelables.
- Appliquer aux carburants une redevance sur le CO₂ afin de mieux tirer parti du plus faible coût pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans le secteur des transports que dans d'autres branches d'activité.
- Favoriser davantage les activités de recherche liées à l'énergie dans les secteurs public et privé, et continuer la collaboration avec les chercheurs étrangers, afin de faciliter la mise en oeuvre de la Stratégie énergétique 2050.

La croissance et les gains de productivité à long terme s'annoncent modérés

Au cours des dernières décennies, la croissance du PIB a été alimentée par l'immigration et, depuis le début du XXI^e siècle, par l'arrivée d'une main-d'oeuvre qualifiée en provenance de l'Union européenne. La productivité a reculé fortement par rapport à celle des autres pays de l'OCDE et elle est aujourd'hui très inférieure à celle des pays les plus performants en la matière.

Graphique 1.5. Croissance de la productivité horaire du travail dans certains pays de l'OCDE



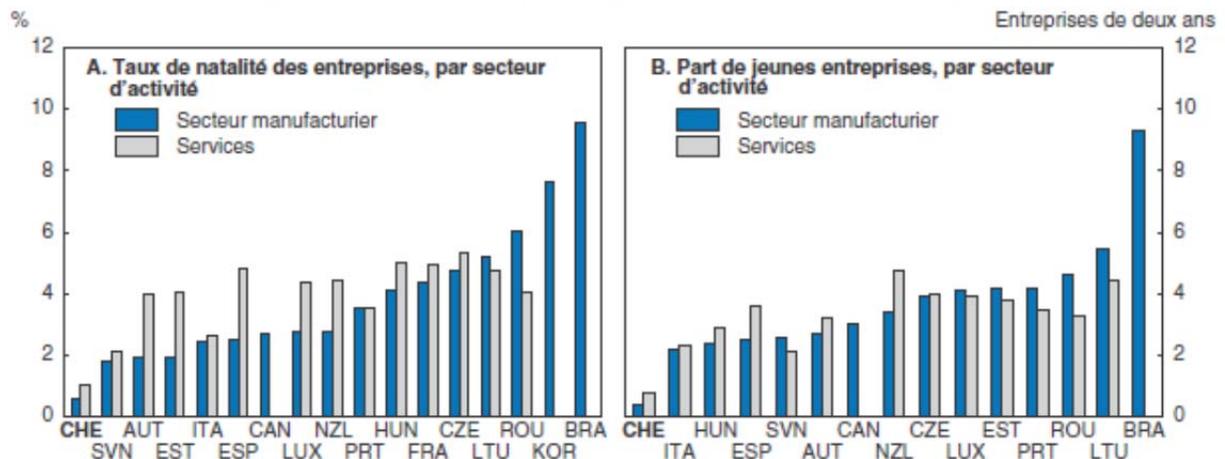
1. On a corrigé la rupture structurelle de 1991 dans la série de données relative au nombre d'heures travaillées en Suisse en procédant à un raccordement, à partir de la moyenne des taux de croissance contigus.
Source : Base de données de l'OCDE sur la productivité.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932939638>

Au fur et à mesure que la population vieillit et que l'immigration ralentit, il faudra faire porter encore davantage l'accent de la politique économique sur des mesures visant à favoriser la hausse de la productivité, à exploiter les ressources de main-d'oeuvre inutilisées, en particulier les femmes (voir ci-après), et à continuer à améliorer l'intégration des immigrants de première et de deuxième génération, notamment par un relèvement de leurs résultats scolaires. Si la R-D et l'innovation se portent bien dans les secteurs établis, la situation est relativement médiocre au niveau de l'entrepreneuriat et de la création de petites entreprises, en partie à cause des obstacles administratifs en place.

Graphique 1.24. Création de entreprises dans une sélection de pays de l'OCDE, 2010 ou dernière année disponible

Entreprises avec 5 à 9 employés, en pourcentage du total des entreprises

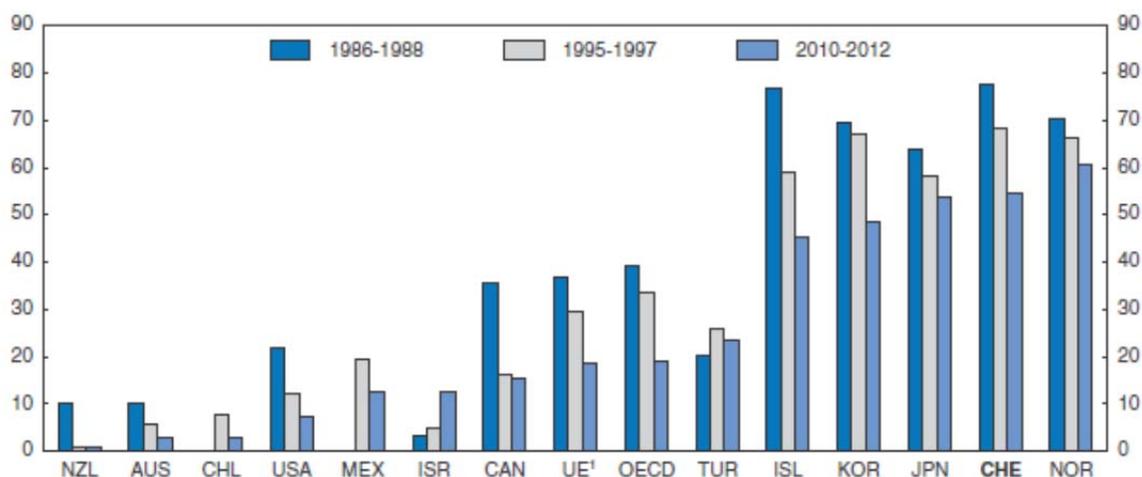


Source : OCDE, Panorama de l'entrepreneuriat 2013.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932939999>

La productivité relative du secteur agricole est parmi les plus faibles de l'OCDE, et ce secteur repose largement sur des subventions directes de l'État, qui ne sont pas encore suffisamment liés aux résultats environnementaux et aux efforts visant à stimuler la productivité.

Graphique 11. Estimation du soutien aux producteurs (ESP) en pourcentage des recettes agricoles brutes dans divers pays de l'OCDE



1. Le sigle UE désigne l'Union européenne à quinze (UE15) pour les périodes 1986-88 et 1995-97, et l'Union européenne à vingt-sept (UE27) pour la période 2010-12.

Source : OCDE, Base de données sur les estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs de 2013.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932939410>

Recommandations en vue de renforcer la croissance à long terme et la productivité

- Accélérer le rythme de réforme du secteur agricole, notamment en transformant l'intégralité des aides aux agriculteurs en paiements directs, et en renforçant l'intégration de l'ensemble de la chaîne de valeur alimentaire dans le commerce mondial.
- Remédier aux problèmes des jeunes qui sont en difficulté scolaire au sein du système d'enseignement, dans le cadre d'une politique globale d'intégration. Axer davantage les programmes de formation des enseignants sur l'acquisition de compétences pratiques en matière de soutien scolaire.
- Examiner les causes profondes des résultats médiocres obtenus en termes de productivité et proposer des mesures pour y remédier, notamment en créant une commission de la productivité.
- Simplifier le processus de création d'entreprises en réduisant le nombre de procédures et le temps nécessaires à cet égard. Simplifier les procédures de liquidation des entreprises, y compris les règles relatives à la faillite.
- Améliorer la situation des femmes et des travailleurs immigrés sur le marché du travail et mieux valoriser leur potentiel. Aider les travailleurs immigrés en renforçant les mesures déjà prises dans des domaines tels que l'activation précoce et la lutte contre la discrimination sur le marché du travail.

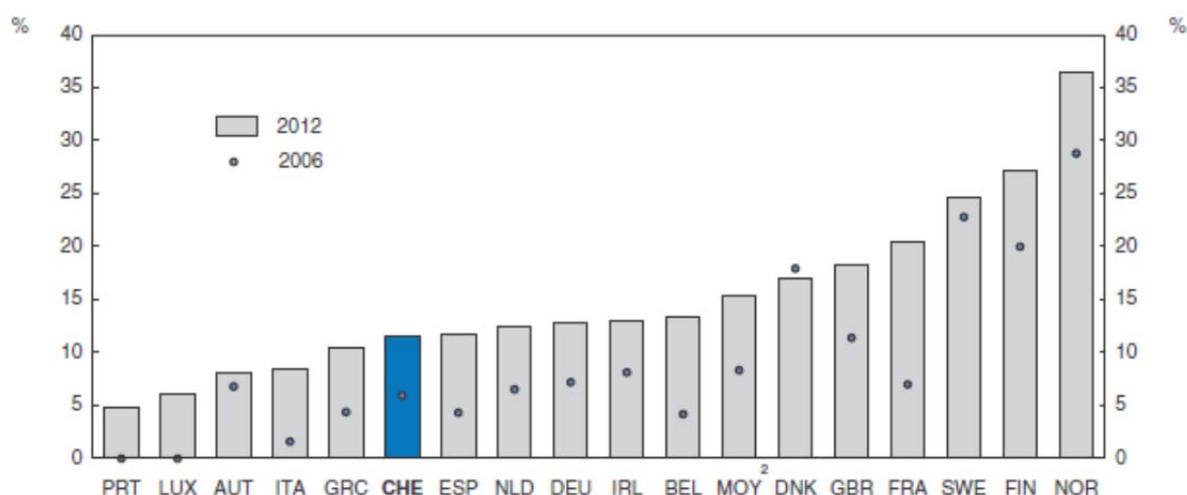
Le potentiel des femmes dans l'économie n'est que médiocrement exploité

Les femmes en Suisse représentent 45 % de la main-d'oeuvre et environ la moitié des diplômés de l'enseignement supérieur. S'il était mieux utilisé, le capital humain qu'elles représentent pourrait constituer une source supplémentaire de croissance du PIB. Néanmoins, plusieurs facteurs font obstacle à une meilleure utilisation de la main-d'oeuvre féminine, dont la rareté et le coût très élevé des services de garde d'enfants et d'accueil parascolaire.

Ce facteur, combiné à des taux d'imposition marginaux implicites élevés et aux contre-incitations au travail imbriquées dans les prestations sociales pour les deuxièmes pourvoyeurs de revenu, explique que le taux élevé d'activité féminine s'accompagne d'une des plus fortes incidences du travail à temps partiel pour les femmes de toute la zone OCDE.

Les femmes doivent également faire face à des obstacles d'ordre culturel sur leur lieu de travail. Au final les femmes sont encore largement sous-représentées aux postes de direction, dans les conseils d'administration et parmi les chefs d'entreprise.

Graphique 2.35. Proportion de femmes dans les conseils d'administration des plus grandes entreprises européennes¹, 2012



1. Capitalisation boursière d'au moins 4 milliards EUR.

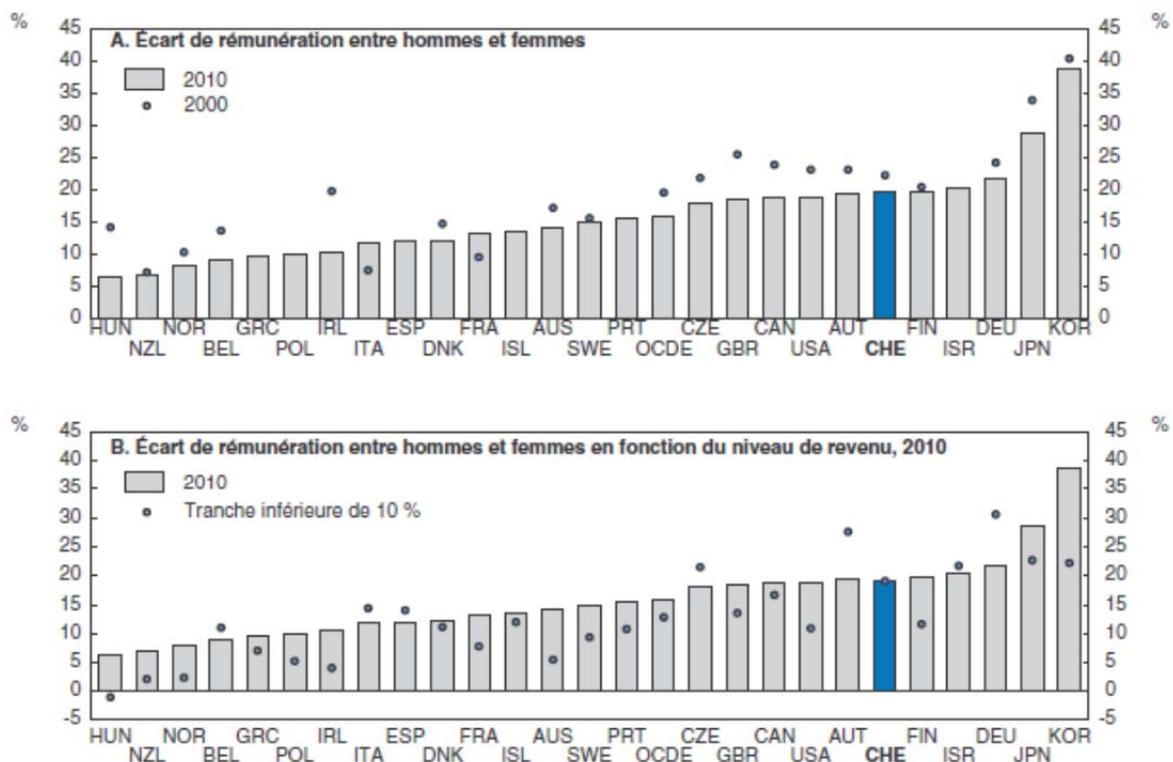
2. Moyenne pondérée des pays indiqués.

Source : European Board Diversity Analysis 2012.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932940645>

La Suisse progresse lentement dans la réduction de l'écart salarial hommes-femmes. L'écart brut de rémunération entre hommes et femmes – qui correspond à la différence entre le salaire médian des hommes et celui des femmes – s'établissait à 18.4 % en 2010. Pour réduire et à terme supprimer la discrimination salariale, diverses options sont possibles : garantir un meilleur respect du cadre légal existant ou promouvoir la transparence des rémunérations, par exemple.

Graphique 2.28. Évolution des écarts bruts de salaire entre hommes et femmes¹



1. Correspond à la différence entre les salaires médians des hommes et des femmes, divisée par les salaires médians des hommes. Les données se rapportent à l'année 2009 (et non 2010) pour l'Irlande, le Danemark, la Suède, la République tchèque, l'Autriche, la Suisse, la Finlande, Israël, l'Allemagne et la Corée ; à l'année 2008 pour la Belgique, la France, la Grèce, l'Islande, l'Italie, la Pologne, le Portugal et l'Espagne ; et à l'année 1999 (et non 2000) pour la République tchèque.

Source : Enquête européenne sur la population active, 2010 ; Current Population Survey, mars 2009, pour les États-Unis ; Base de données de l'OCDE sur l'emploi.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932940531>

Principales recommandations en vue d'accroître le rôle des femmes dans l'économie

- Élargir le champ des possibilités offertes aux femmes sur le marché du travail en augmentant les dépenses publiques consacrées aux services de garde d'enfants et d'accueil parascolaire et en adoptant des réglementations de nature à diversifier les choix proposés en termes de qualité-prix.
- Supprimer la pénalité fiscale pour les couples mariés au niveau fédéral en remplaçant l'imposition commune des conjoints par une imposition individuelle ou en adoptant une mesure équivalente.
- Mettre en oeuvre un code de gouvernement d'entreprise fondé sur des objectifs de parité, en vue d'accroître le nombre de femmes aux postes de direction.
- Accroître la proportion de femmes dans les conseils d'administration en fixant des objectifs ambitieux conjugués à l'adoption de la pratique « appliquer ou expliquer » ou en fixant des quotas.